

**Ravalement des façades et Remplacement des Menuiseries Extérieures  
du Bâtiment « B » de la Caserne de la Garde Républicaine,  
Paris 75006**

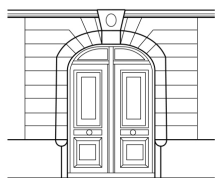
**C.C.T.P**  
**LOT N°0 Prescriptions communes**



**MCE / Maître d'œuvre**

***Desmont Tricot Architectes Associés***

01, avenue Théophile Gautier,  
75016 Paris



DESMONT TRICOT  
ARCHITECTES ASSOCIÉS

Contact : 01.71.39.39.64

Courriel : pltricot@neuf.fr

**MOA / Maître d'Ouvrage**

***Préfecture de Police***

1 bis rue de Lutèce,  
75195 Paris, CEDEX 04



**PRÉFECTURE  
DE POLICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



## Table des matières

|   |    |
|---|----|
| 0.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....  | 4  |
| 0.1.1-PRESENTATION DE L'OPERATION .....   | 4  |
| 0.1.2-PHASAGE DES TRAVAUX ET ORDRE D'EXÉCUTION .....  | 5  |
| 0.1.3- HYGIENE ET SÉCURITE DES TIERS .....  | 5  |
| 0.1.4 - MAINTIEN DE LA CIRCULATION .....  | 6  |
| 0.1.5 - CONNAISSANCE DES LIEUX .....  | 6  |
| 0.1.6 - QUALIFICATIONS DES ENTREPRISES ET ASSURANCES.....   | 6  |
| 0.1.7 MAINTENANCE DES INSTALLATIONS.....  | 6  |
| 0.1.8 - CARACTERISTIQUES POUR LA THERMIQUE .....  | 7  |
| 0.1.9 - CARACTERISTIQUES POUR L'ACOUSTIQUE .....  | 7  |
| 0.1.10 - MAITRISE D'OUVRAGE - MAITRISE D'OEUVRE - CONTROLEUR TECHNIQUE –<br>COORDONNATEUR SPS ..... | 7  |
| 0.1.11 - DIAGNOSTICS AVANT TRAVAUX .....  | 7  |
| 0.1.12 - ALLOTISSEMENT : REPARTITION PAR LOTS .....   | 8  |
| 0.1.13 - VARIANTES ET TRANCHES OPTIONNELLES (TO) .....  | 8  |
| 0.2- PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES .....   | 8  |
| 0.2.1 - CONSISTANCE DES TRAVAUX ET CONDITIONS D'EXECUTION .....                                     | 8  |
| 0.2.2 - VOLS ET DETERIORATIONS.....   | 9  |
| 0.2.3 - PRELIMINAIRES .....   | 9  |
| 0.2.4 - REGLES GÉNÉRALES DE CONSTRUCTION .....  | 9  |
| 0.2.5 - NATURE DES MATÉRIAUX : PRESCRIPTIONS RÉGLEMENTAIRES .....                                   | 10 |
| 0.2.6 - REGLES DE L'ART .....   | 11 |
| 0.2.7 - PROTECTION CONTRE L'INCENDIE .....  | 11 |
| 0.2.8 - PERMIS AU FEU –CONSIGNES PARTICULIERES CONCERNANT TOUS LES TRAVAUX                          | 12 |
| 0.2.9 - ISOLATION PHONIQUE.....   | 13 |
| 0.2.9 - REGLEMENT SANITAIRE.....  | 13 |
| 0.2.10 - VÉRIFICATION DES DOCUMENTS GRAPHIQUES .....  | 13 |
| 0.2.11 - SUJETIONS LIÉES A L'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....   | 14 |
| 0.2.12 - DOCUMENTS D'EXÉCUTION ET DE SYNTHESE .....   | 14 |
| 0.2.12 - DOCUMENTS DE SUIVI DU CONTRÔLE INTERNE .....   | 15 |
| Composition générale du PAQ : .....   | 15 |
| 0.2.13 - ETUDES DE SYNTHESE .....   | 15 |
| 0.2.14 - CHOIX ET QUALITÉ DES MATERIAUX .....   | 15 |
| 0.2.15 - TOLERANCES D'EXECUTION .....   | 15 |
| 0.2.16 - NETTOYAGES DE CHANTIER - PROTECTIONS.....  | 16 |
| 0.2.16.1-Nettoyages en cours de chantier (affecté au Lot n°1) pendant toute la durée du chantier.   | 16 |
| 0.2.16.2-Autres travaux de nettoyage .....  | 17 |
| 0.2.17 - REMPLACEMENT DES MENUISERIES.....  | 18 |
| 0.3 - PRESCRIPTIONS DU CHANTIER .....   | 18 |

---

|  |    |
|--|----|
| 0.3.1 - PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER ET PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE ..... | 18 |
| 0.3.2 - RECEPTION PREALABLE DES ABORDS ET VOIRIES (PUBLICS ET PRIVES).....                                 | 18 |
| 0.3.3 – UTILISATION ET ENTRETIEN DES VOIES (PUBLIQUES ET PRIVEES) .....                                    | 18 |
| 0.3.4 - LIBERATION DES EMPRISES DU CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES VOIRIES .....                            | 19 |
| 0.3.4 - BRUITS DE CHANTIER .....   | 19 |
| 0.3.5 - DECLARATION D'INTENTION DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX .....   | 19 |
| 0.3.6 - PROTECTION DES OUVRAGES.....   | 19 |
| 0.3.7 – OUTILS A EMPLOYER.....   | 19 |
| 0.3.8 – OBJETS ET VESTIGES TROUVES SUR LE SITE .....   | 20 |
| 0.3.9 - RÉCEPTION DES SUPPORTS DES DIFFÉRENTS REVÊTEMENTS.....   | 20 |
| 0.3.10 - RESERVATIONS – PERCEMENTS – REBOUCHAGES – SCELLEMENTS .....                                       | 20 |
| 0.3.11 - PURGES DES ELEMENTS N'ENTRANT PAS DANS LE PROJET .....  | 21 |
| 0.4-CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES TRAVAUX .....               | 21 |
| 0.5-CONTROLE ET ESSAI DES MATERIAUX – EXAMENS – EPREUVES.....  | 21 |
| 0.6-VERIFICATIONS TECHNIQUES .....   | 22 |
| 0.7-MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER.....   | 23 |
| 0.7.1 - MODE OPERATOIRE D'EXECUTION DES TRAVAUX.....   | 23 |
| 0.7.2 - INSTALLATION DE CHANTIER .....   | 23 |
| 0.8 - DEPASSEMENT DELAI CONTRACTUEL .....  | 27 |
| 0.9 - RENDEZ VOUS DE CHANTIER – COMPTE RENDU DE CHANTIER.....  | 27 |
| 0.10 – MODIFICATION DES TRAVAUX .....  | 27 |
| 0.11 - TRANSPORTS ET LEVAGES.....  | 27 |
| 0.12 - IMPLANTATION .....  | 27 |
| 0.13 - COMPTE PRORATA.....   | 27 |

## 0.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le présent cahier des clauses techniques a pour but de définir toutes les prestations et fournitures à mettre en œuvre pour la réalisation et le parfait achèvement des travaux de ravalement des façades et remplacement des menuiseries extérieures de la caserne de la Garde Républicaine à Paris, 075006.

Les travaux du présent projet seront réalisés conformément aux règles de l'art et suivant les prescriptions particulières aux travaux sur les Édifices Anciens ou sur immeuble situé dans un périmètre patrimonial protégé. Le bâtiment « B » de la Garde Républicaine, l'objet du ravalement, s'inscrit dans une zone ayant un intérêt patrimonial.

Les modalités modernes d'exécution des travaux ne se seront pas contraires aux techniques et procédés permettant de conserver l'aspect d'origine du bâtiment.

Les intervenants entrepreneurs, chargés des travaux, devront prendre connaissance de toutes les Normes Françaises homologuées au sujet de conservation et de protection des établissements inscrits/ classés ou se trouvant dans une zone patrimoniale.

En cas de modifications des dites « Normes & règlements » en cours du chantier, les entreprises devront recevoir, sans contestation et sans plus-value, les instructions nécessaires du maître d'œuvre.

### 0.1.1-PRESENTATION DE L'OPERATION

Objet du marché :

**Le ravalement des façades et remplacement de toutes les menuiseries extérieures du bâtiment « B » de la caserne de la Garde Républicaine, sis 10 rue de Tournon, à Paris 75006.**

Le bâtiment faisant l'objet d'un futur ravalement, est situé aux alentours d'un Monument Historique et sur un site réputé pour avoir un intérêt patrimonial.

L'équipement est composé principalement de 6 niveaux : Rez-de-chaussée, entresol, 1<sup>er</sup> étage, 2<sup>ème</sup> étage, 3<sup>ème</sup> étage et les combles. L'ensemble est structuré sous forme d'un « U » autour d'une courrette intérieure.

Il est principalement accessible par:

- Le côté Ouest, par 9 rue Garancière
- Ou,
- Du côté Est, par 10 rue de Tournon en traversant le bâtiment « A », de la caserne de la Garde Républicaine y compris sa cour.

**Le présent C.C.T.P (Cahier des Clauses Techniques Particulières) a pour but de définir la nature de l'opération et la consistance des travaux se rapportant au ravalement des façades et à la restauration des éléments de celles-ci :**

Récapitulatifs des travaux à inclure dans cette mission de ravalement:

- Curage des pierres de soubassement,
- Curage des pierres d'encadrement des différentes baies au RDC
- Reprise des enduits de toutes les façades à la chaux hydraulique
- Vérification et réparation de la maçonnerie enduite après dépose
- Reprises des corniches saillantes de toutes les façades
- Remplacement de toutes les descentes EP du bâtiment « B »

- Dépose de menuiseries extérieures (portes, portes fenêtres, fenêtres, imposte,...etc) selon l'indication du maître d'œuvre
- Remplacement d'un ensemble de menuiseries extérieures (précisions sur plans des façades)
- Les travaux de reprise intérieure divers suite au remplacement des menuiseries
- Reprise des joints dégradés et réparation de fissures repérées sur façade
- Installation de couvertines en zinc et reprise de l'ensemble des bandeaux au droit des fenêtres
- Travaux de peinture sur une série d'impostes (façade Ouest) répertoriées sur plan de l'architecte
- Dépose et encastrement de l'alimentation des lampadaires existants dans le mur de la façade appropriée
- Les travaux divers et toutes sujétions découlant des travaux des différents lots

### 0.1.2-PHASAGE DES TRAVAUX ET ORDRE D'EXÉCUTION

L'opération de ravalement concerne uniquement un bâtiment de l'ensemble de la caserne de la Garde Républicaine (le bâtiment B). Néanmoins, les travaux seront réalisés en site occupé (non ouvert au public).

Les intervenants sur chantier auront l'obligation de respecter un plan de phasage déjà validé simultanément par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage. Ce document graphique assurera l'intervention des entreprises sur une zone bien définie sans enfreindre l'activité des occupants du bâtiment «B» de la caserne de la Garde Républicaine et sans mettre leur vie en danger.

Les travaux seront répartis sur 4 zones d'intervention distinctes :

- Zone 1 : Élévation Ouest
- Zone 2 : Élévation intérieure Sud et aile Est
- Zone 3 : Élévation Est du corps central
- Zone 4 : Élévation intérieure Nord et aile Est

Au niveau de chaque zone d'intervention, des travaux de ravalement et remplacement de menuiseries seront effectués dans un ordre préétabli par l'Architecte.

Le phasage s'organise de la manière suivante :

- Phase 1 = Façade Ouest + Aile Nord, compris pignon + Façade aveugle
- Phase 2 = Façade Est + Aile Sud, compris pignon

L'entrepreneur titulaire du lot 01 aura à sa charge l'ensemble des travaux préparatoires (affichages, balisages, signalisation de chantier, cheminements piétons, issues de secours provisoires, clôtures, délimitation des zones, travaux d'isolement, ouvrages provisoires, nettoyages, travaux de remise en état entre chaque phase de travaux.

Ces dispositions feront l'objet de mises au point et de plans détaillés qui seront obligatoirement soumis à l'approbation du Maître d'œuvre, Maître d'Ouvrage et CSPS.

Les travaux préparatoires seront réceptionnés par le Maître d'œuvre, le Maître d'Ouvrage et le CSPS avant démarrage.

### 0.1.3- HYGIENE ET SÉCURITÉ DES TIERS

Chaque entreprise s'engage à faciliter la mission du coordonnateur, des organismes et contrôleurs de sécurité, notamment à l'occasion des visites de chantier ou des enquêtes effectuées à la suite d'accidents.

Les entreprises devront respecter les dispositions réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé, ainsi que le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.)

Dans tous les cas, elles devront se conformer aux directives et circulaires des organismes de prévention (OPPBTP, CRAM, INRS...).

Chaque entreprise devra établir dans les 15 jours suivant la notification du marché avant le commencement des travaux, le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) et le transmettre au Maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre, coordonnateur S.P.S., organismes de sécurité, chantier, etc...

Les entreprises et leur(s) sous-traitant(s), chacun pour ce qui le concerne, devront tenir compte, dans le cadre de leur offre, de toutes les incidences économiques induites par les prestations nécessaires à l'hygiène, à la sécurité et à la protection de la santé qui seront réputées comprises dans le prix du marché.

**Nota : Il est rappelé aux entreprises qu'il sera strictement interdit de fumer dans l'enceinte du chantier.**

Pendant la durée des travaux, les entreprises devront prendre toutes les dispositions nécessaires afin de ne causer aucun dommage aux locaux et ouvrages existants et voisins.

Dans le cas contraire, elles seront tenues pour seules responsables des dommages causés et devront en supporter les conséquences.

De même, le plus grand soin sera apporté au respect des conditions de vie et de tranquillité des utilisateurs et du voisinage, en réduisant au maximum les nuisances inhérentes au déroulement du chantier (utilisation de matériel insonorisé, aménagement des horaires de travail, livraisons, etc....).

#### 0.1.4 - MAINTIEN DE LA CIRCULATION

Afin de limiter les perturbations liées à la circulation, les entreprises devront planifier l'approvisionnement du chantier (si besoin) pendant des heures où le flux de fréquentation des voies est très bas. Car, les circulations suivantes seront maintenues durant les travaux :

- Circulation piétonne
- Circulation automobile
- Circulations diverses,...et.

Autrement dit, l'entrepreneur doit tenir compte des maintiens de circulation conformément aux exigences du CCTP.

#### 0.1.5 - CONNAISSANCE DES LIEUX

L'entrepreneur réunira tous les renseignements nécessaires à l'appréciation des difficultés d'exécution ainsi que des servitudes résultant de la disposition des lieux et des mitoyens.

En conséquence, sa proposition tiendra compte des divers impératifs résultant du lieu d'implantation et de la nature des travaux à réaliser et il ne pourra prétendre par la suite à aucun supplément ou plus-value sous prétexte que ses prévisions, basées sur les seules indications figurées aux plans et devis descriptifs, se révéleraient insuffisantes en égard à l'importance réelle des travaux ou aux sujétions imposées par les diverses particularités du terrain, cette clause s'appliquant à l'étendue de ses prestations.

On rappelle aussi que l'entrepreneur aura visité les lieux avant de réaliser sa proposition technique et financière.

#### 0.1.6 - QUALIFICATIONS DES ENTREPRISES ET ASSURANCES

Toutes les entreprises exécutantes justifieront de leur qualification pour l'exécution des travaux définis au CCTP.

Toutes les entreprises devront également justifier de leur assurance décennale et responsabilité civile en cours de validité.

#### 0.1.7 MAINTENANCE DES INSTALLATIONS

Toutes les installations mises en place ou maintenues en provisoire pour l'exécution de l'opération seront sous la maintenance des entreprises chargées de leur installation pendant toute la durée des travaux.

### 0.1.8 - CARACTERISTIQUES POUR LA THERMIQUE

Les travaux prévus pour le bâtiment «B» de la caserne de la Garde Républicaine ne sont pas soumis à la réglementation thermique.

### 0.1.9 - CARACTERISTIQUES POUR L'ACOUSTIQUE

Les travaux prévus pour le bâtiment «B» de la caserne de la Garde Républicaine ne sont pas soumis à la réglementation acoustique.

### 0.1.10 - MAITRISE D'OUVRAGE - MAITRISE D'OEUVRE - CONTROLEUR TECHNIQUE – COORDONNATEUR SPS

**Maitrise d'ouvrage** : Préfecture de Police, représentée par la sous-direction de la construction – BMO2 secteur n° 2 – 1bis rue de Lutèce - 75195 Paris CEDEX 4

**Maitre d'œuvre** : Desmont Tricot Architectes Associés – 1 av. Théophile Gautier – 75016 Paris - @ : [pltricot@neuf.fr](mailto:pltricot@neuf.fr).

L'architecte responsable de la maîtrise d'œuvre est : M. Pierre-Louis TRICOT.

**Contrôleur technique** : Bureaux Veritas, Marie-Ange Arakino – 6 boulevard Archimède – 77420 Champs-sur-Marne

**Coordonnateur de la Sécurité et de la Protection de la Santé (CSPS)** : BECS, Mounir Kandouci – 75 avenue Henri Ginoux – 92120 Montrouge

### 0.1.11 - DIAGNOSTICS AVANT TRAVAUX

Des Diagnostics avant Travaux (ou CREP) ont été réalisés par la maitrise d'ouvrage (garde Républicaine). Ceux-ci sont mis à la disposition des entreprises au moment de l'appel d'offre public lancé par la MOA dans le DCE. Les entreprises doivent attentivement les consulter. Tout surcoût obligatoire lié à ces diagnostics est intégré dans les offres des entreprises.

Chaque entreprise doit en prendre connaissance, doit se conformer aux risques indiqués par les Diagnostics et doit adapter sa méthode de travail si ses interventions sont en corrélations avec des risques d'amiantes ou de plombs décelés dans les Diagnostics fournis.

Chaque entreprise doit informer la maîtrise d'œuvre et le CSPS si d'autres éléments (contenant de l'amiante ou du plomb) non identifiés par les Diagnostics fournis étaient découverts au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Le diagnostic amiante fourni dans le DCE, réalisé le 07/01/2020, n'indique pas de matériau amianté repéré.

Les deux rapports du diagnostic plomb fournis dans le DCE, réalisés le 07/01/2020, décèlent la présence du plomb dans les poussières sur l'enduit des façades des bâtiments de la garde Républicaine. Plusieurs zones témoignent d'une présence de plomb dépassant le seuil réglementaire de 1000ug/m². Cette valeur-seuil est fixée par l'arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb en application de l'article L. 1334-2 du code de la santé publique.

Par ailleurs, toutes les entreprises sont déclarées être au courant des études analytiques identifiant les revêtements et les éléments contenant du plomb et ayant consulté les rapports joints au dossier DCE.

Partant du rapport d'analyse du plomb Acido-Soluble sur les poussières, réalisé par l'organisme GINGER CATED, nous pouvons résumer les points suivants :

- 1- Une présence généralisée de plomb dans les enduits des façades donnant sur la cour Chevalier– Il conviendra au Lot 1 Gros œuvre d'intervenir avec la bonne méthodologie et un personnel qualifié pour ce type de travaux sur les zones présentant une interaction avec le plomb (et un risque d'exposition au plomb).



- 2- Dans le diagnostic plomb, il a été indiquée la présence du plomb sur les dormants des fenêtres, les embrasures, portes,...etc. Donc, il conviendra au Lot 2 Menuiserie –Serrurerie d'intervenir avec une méthodologie bien adaptée pour éviter tout risque d'exposition au plomb.

La méthodologie plomb pour l'ensemble des lots sera présentée par l'entreprise titulaire du LOT01, et sera validée par le CSPS et la MOe. ainsi que par l'inspection du travail.

#### 0.1.12 - ALLOTISSEMENT : REPARTITION PAR LOTS

Les travaux seront décomposés par lot(s) correspondant(s) sensiblement au(x) corps d'état traditionnel(s) du bâtiment.

Suivant l'allotissement défini ci - après, les entreprises pourront soumissionner pour un ou plusieurs lot(s) sous réserve qu'elles possèdent la qualification professionnelle correspondante.

Le marché est passé en corps d'état séparés.

La décomposition en 2 lots est la suivante :

#### **LOT N° 00 CAHIER DES PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS**

##### **LOT N° 01 MACROLOT**

Installation de chantier & Échafaudage  
Déplombage  
Démolition  
Gros œuvre – ravalement (enduit et pierre de taille)  
Zinguerie  
Plâtrerie, finitions intérieures  
Peinture

##### **LOT N° 02 MENUISERIE - SERRURERIE**

Menuiserie : Travaux de dépose et prise de mesures  
Menuiserie : Travaux de pose

#### 0.1.13 - VARIANTES ET TRANCHES OPTIONNELLES (TO)

Variante : Néant

Tranches Optionnelles : Fenêtres de l'aile Nord (TO1) et ravalement pignon 7 rue Garancière (TO2)

## 0.2- PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES

### 0.2.1 - CONSISTANCE DES TRAVAUX ET CONDITIONS D'EXECUTION

Les travaux comportent la totalité des prestations nécessaires au projet de ravalement et réhabilitation du bâtiment « B » de la caserne Tournon comme indiqué dans le point 0.1.1, ainsi que le ravalement du pignon du 7 rue Garancière.

Ces prestations seront exécutées conformément aux pièces constitutives du marché, définies au CCAP et applicables aux marchés publics de travaux de bâtiment.

L'ensemble des documents remis au dossier (CCTP et plans), ont pour but de renseigner d'une manière générale l'entrepreneur sur la nature des travaux à effectuer.

**Toutefois, il est précisé que ces indications n'ont aucun caractère limitatif et que l'entrepreneur, de par sa qualification professionnelle, est tenu de compléter et prévoir dans l'établissement de ses prix tous les frais indispensables nécessaires pour arriver à la complète et parfaite exécution des ouvrages.**

L'entrepreneur s'engage par présentation de son offre à respecter intégralement et sans réserve d'aucune sorte, la totalité des prestations nécessaires à la réalisation de cet ensemble.

Il prendra obligatoirement connaissance de la totalité des travaux, des diagnostics réalisés précédemment, et du calendrier prévisionnel joint à l'offre.



Dans le cas où il ne se conformerait pas à ces précisions, il serait seul responsable des erreurs commises en cours d'exécution, ainsi que des conséquences qui en résulteraient.

De ce fait, il ne saurait être accordé une majoration quelconque au prix consenti, pour omission, insuffisance ou imprécision du dossier.

Pour l'établissement de son offre, toute latitude est laissée à l'entrepreneur pour la reconnaissance des lieux et obtenir auprès de la Maîtrise d'Œuvre tous les renseignements complémentaires qu'il jugerait utile en cas d'imprécision.

## 0.2.2 - VOLS ET DETERIORATIONS

Pendant toute la durée du chantier et jusqu'à la réception, les entreprises sont pleinement responsables de leurs ouvrages dont elles doivent la protection, l'entretien, la réparation, le remplacement, et toutes opérations nécessaires et suffisantes à une livraison en parfait état.

## 0.2.3 - PRELIMINAIRES

L'entrepreneur est réputé pour l'exécution des travaux, avoir préalablement à la remise des offres :

- Pris pleine connaissance du plan de masse, de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux de ravalement, des sites et des terrains d'implantation des ouvrages provisoires, et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance et de leurs particularités.
- Contrôlé toutes les indications des documents de consultation, notamment celles données par le CCTP, les plans et dessins, recueillis tous renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'œuvre et également pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (Services Municipaux, Services des Eaux, ENEDIS, ORANGE, GDF, etc...).

La mise en œuvre de tous les ouvrages et équipements décrits dans le présent dossier sera réalisée suivant les textes réglementaires et autres documents suivants :

- CCAG applicables aux travaux
- Code de l'Urbanisme
- Code de la Construction et de l'Habitation
- Code du Travail
- Réglementation Sécurité Incendie applicable à la date du marché
- Réglementation concernant l'accessibilité des handicapés applicable à la date du marché
- Règlement Sanitaire Départemental

Les ouvrages et matériaux mis en œuvre devront être conformes, en plus des plans et des CCTP, aux règles de calculs, Normes Françaises et Documents Techniques Unifiés dont la liste contractuelle est la dernière de celles publiées par le CSTB 3 mois avant la date de signature des marchés (sans que cette liste soit limitative) :

- Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G),
- Cahier des Charges D.T.U et règles D.T.U, ainsi que leurs annexes, modificatifs, additifs ou erratum.
- Cahier des prescriptions Provisoires ou Techniques isolées, éditées par le CSTB, ayant valeur de Cahier des Charges D.T.U.
- Les Normes Françaises de l'AFNOR.
- Les règles de l'Union Nationale de la Maçonnerie (U.N.M).
- Le répertoire des éléments et ensembles fabriqués du bâtiment (REEF).
- Règles Professionnelles et Avis Techniques du C.S.T.B.
- Arrêtés du Préfet du Département.
- Les lois, arrêtés, décrets relatifs à la protection des bâtiments contre l'incendie, l'isolation phonique et thermiques, plus particulièrement (sans que cette liste soit limitative).

## 0.2.4 - REGLES GÉNÉRALES DE CONSTRUCTION

*DOCUMENTS TECHNIQUES - NORMES.*

L'exécution des ouvrages et travaux sera soumise aux clauses et spécifications des documents et textes réglementaires en vigueur à l'époque de l'exécution des travaux et contenues dans :  
Documents techniques unifiés édités par le C.S.T.B.

Cahier des Charges D.T.U. définissant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les travaux.

Textes législatifs et réglementaires édités par le C.S.T.B.

Normes applicables au bâtiment éditées par le C.S.T.B.

Avis techniques édités par le C.S.T.B.

Normes AFNOR NFP 84-401, 402, 403

Règles NV 65 les effets de la neige et du vent sur les constructions

Règles N 84 action de la neige sur les constructions

Règles BAEL 91 (révisées 99) de conception et de calcul des ouvrages de construction en béton armé Eurocode 3

Eurocode 8, règles parasismiques

Règles de calcul des caractéristiques thermiques utiles des parois de construction et de déperdition de base des bâtiments (règles Th, Th-K 77 et Th-G 77)

Normes U.T.E.

Spécifications U.N.P.

Règles professionnelles

La réglementation thermique en vigueur

Règlement de sécurité concernant les établissements classés Code de Travail

Prescriptions des fabricants de matériaux et matériels

Arrêté du 1er Août 2006 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public.

D.T.U N° 26.1 Enduits au mortier de liant hydraulique

D.T.U N° 59.1 et 59.2

D.T.U N° 42-1

D.T.U N° 81.10 « Ravalement / Maçonnerie »

Les prescriptions données par les fabricants

Norme Française EN 12811-1- Août 2004 relative aux accès chantier et échafaudages.

Tous les textes réglementaires et normes sont censés être connus par les entreprises.

La liste de ces documents n'est pas exhaustive. Elle est donnée à titre indicatif.

Code construction et de l'habitation du 31.05.78.

Articles R.123.1 à R.123.55 – R 152.4 et R.152.5

Les travaux « traditionnels » seront exécutés conformément aux documents normatifs (DTU, Normes, etc...), publiés à la date de l'appel d'offre.

Pour les matériaux et procédés « non traditionnels » ou « innovants », qui n'entrent pas dans le cadre des documents contractuels visés ci-dessus, l'entrepreneur devra se conformer strictement aux prescriptions et conditions des documents suivants :

- Avis techniques,
- Agréments européens
- ou, à défaut : aux règles et prescriptions de mise en œuvre du fabricant.

Pour les matériaux et procédés n'entrant dans aucun des cas énumérés ci-dessus, la procédure d'appréciation technique d'expérimentation dite procédure « ATEX » pourra être imposée par le Maître d'ouvrage.

Les frais de cette procédure seront à la charge de l'entrepreneur.

## 0.2.5 - NATURE DES MATÉRIAUX : PRESCRIPTIONS RÉGLEMENTAIRES

La nature des matériaux mise en œuvre sera conforme :

- Aux prescriptions des textes réglementaires, aux Normes Européennes, aux règlements de construction et aux Normes Françaises en vigueur à l'époque de l'exécution des travaux
- Aux prescriptions particulières des différents C.C.T.P.
- Aux échantillons acceptés par l'Architecte.

L'emploi de matériaux ou matériels de qualité supérieure à celle demandée, ou décrits dans les C.C.T.P. ne donnera lieu à aucun supplément de prix, à moins qu'il n'ait fait l'objet d'un ordre écrit de l'Architecte.

L'emploi de matériaux de qualité inférieure entraînera automatiquement le refus. Le remplacement qui en sera la conséquence, restera aux frais de l'entrepreneur, qui de plus, supportera la remise en état des ouvrages attendant dont la détérioration en découlerait.

En cas d'insuffisance de renseignements, le Maître d'œuvre pourra demander à l'entrepreneur et à la charge de celui-ci tous essais ou calculs par un laboratoire ou spécialiste agréé.  
Toutes les réceptions comprendront des essais de contrôle destinés à vérifier la qualité des matériaux et matériels utilisés, et de leur mise en œuvre.

### 0.2.6 - REGLES DE L'ART

#### **Documents généraux :**

Seront considérés comme règles de l'art et de ce fait applicables contractuellement au marché d'entreprise, les Documents Techniques Unifiés, Cahier des Charges et Règles calcul D.T.U, les exemples de solutions pour satisfaire au Règlement de Construction figurant dans le R.E.E.F et les prescriptions techniques générales publiés par le C.S.T.B ainsi que les règles professionnelles éditées par la Fédération Nationale du Bâtiment, parus au mois de l'établissement des prix.

En tout état de cause, les matériaux ou techniques non normalisés mis en œuvre devront faire l'objet d'un avis technique ou d'une enquête spécialisée et bénéficier d'un classement en risque normal de l'AFAC.

#### **Marques et cahiers de charges des fabricants :**

Chaque fois que le fabricant d'un produit ou équipement a publié un cahier des charges, des recommandations ou des prescriptions d'emploi, l'entrepreneur devra impérativement s'y conformer pour la mise en œuvre du produit ou du matériel.

#### **Documents écrits et graphiques :**

L'entrepreneur devra prendre connaissance du CCTP dans son intégralité (c'est-à-dire avoir la connaissance de chacun des lots).

Les plans et les CCTP se complètent réciproquement sans que l'entrepreneur puisse faire état après remise et réception de son offre, d'une discordance éventuelle qu'ils n'auraient pas signalée en temps utile. Il devra prévoir dans son prix le montant des travaux indispensables à la terminaison des bâtiments dans l'ordre général et par analogie avec ce qui est décrit, en accord avec le Maître d'œuvre.

Les entrepreneurs sont tenus de vérifier avant toute exécution, les cotes figurant aux dessins et de signaler au Maître d'œuvre, les erreurs qui pourraient être constatées.

Il est tenu de signaler par écrit au Maître d'œuvre, les discordances qui pourraient éventuellement exister entre le CCTP, les plans et les ouvrages à exécuter et qui seraient de nature à nuire à la parfaite réalisation des ouvrages.

Dans le même esprit, si certaines dispositions des plans et du CCTP soulèvent des divergences d'interprétation, les ouvrages seront exécutés conformément aux décisions du Maître d'œuvre sans entraîner pour autant des modifications au prix global forfaitaire du marché.

Il est précisé que la clause de priorité prévue au Cahier des Clauses Administratives entre les plans et le CCTP, n'a pas pour but d'annuler la réalisation d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre. Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction et non en cas de précisions plus fines des plans par rapport au CCTP. En conséquence, tout ouvrage figurant aux plans et non décrit au CCTP est formellement dû et vice-versa.

En cas de différence entre plans et pièces écrites concernant un matériau ou la mise en œuvre d'un matériau, l'entreprise retiendra pour l'établissement de ses prix et pour la réalisation, la solution la plus restrictive (remarque devra en être faite au Maître d'œuvre).

#### **Ouvrages non décrits explicitement :**

Le CCTP décrit l'essentiel des ouvrages dus par les entreprises. Même s'il ne définit pas dans le détail des ouvrages tels que, façon de baies, de seuils, d'appuis de tableaux, linteaux, feuillures, rejingots, supports, joints, habillages, couvre-joints...

Ces travaux sont compris dans le marché au même titre que tous ceux nécessaires à la bonne finition des ouvrages.

### 0.2.7 - PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

**Classement :** La caserne de la Garde Républicaine est un bâtiment mixte : immeuble d'habitation collective de 2ème famille en R+1 ; R+2, R+3 (environ 32 habitations), et un ERT 2 au RDC.

**Alarme :** Toutes les interventions des lots ne devront pas détériorer le système d'alarme de l'hôtel de ville.

### Moyens de secours / Sécurité incendie :

**Les travaux devront être réalisés conformément à la réglementation contre l'incendie, notamment :**

- Arrêté du 25 juin 1980 modifié le 12/10/2006 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Chaque entreprise assurera, sur l'ensemble de ses postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture des moyens de protection adaptés aux risques créés.

Les entreprises mettant en œuvre des produits inflammables devront procéder à une surveillance de l'ambiance de travail et mettre si nécessaire en place un dispositif de ventilation mécanique. Elles devront également signaler la zone de travail à risque.

Des consignes très strictes sont détaillées dans le PPSPS, afin que les travaux ne génèrent pas de risque d'incendie, en particulier en ce qui concerne les travaux de soudure, du stockage obligatoire à l'extérieur des bâtiments, des bouteilles nécessaires à ces travaux, ainsi que de la mise à disposition des extincteurs.

L'entrepreneur est tenu de demander et de faire renouveler les permis à feu, conformément à la législation en vigueur, il prendra toutes les mesures de protections nécessaires.

### 0.2.8 - PERMIS AU FEU –CONSIGNES PARTICULIERES CONCERNANT TOUS LES TRAVAUX

Les entreprises doivent prendre toutes précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare et notamment il est interdit :

1° - D'effectuer en présence de public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation ;

2° - D'effectuer des travaux par points chauds sans autorisation préalable (permis de feu) et sans respect des consignes particulières concernant ce type de travaux ;

3° - D'effectuer des travaux par points chauds simultanément à d'autres travaux présentant des risques d'explosion (utilisation de solvants, colles, cires, peintures, etc.) ;

4° - De déposer des matériaux ou gravats dans les cheminements d'évacuation ainsi que sur les voies réservées aux véhicules de secours ;

5° - De stocker des liquides particulièrement inflammables et des liquides inflammables de la première catégorie en dehors de locaux aménagés à cet effet et de les utiliser en présence de public ;

6° - De fumer sur les chantiers ;

7° - D'introduire ou d'utiliser des réchauds à l'intérieur des immeubles ;

8° - De neutraliser les moyens de protection incendie (porte coupe-feu calée ouverte, robinet d'incendie armé rendu inaccessible, etc.) ;

9° - De laisser se constituer des dépôts de matières combustibles ;

10° - De quitter un chantier sans avoir effectué une ronde de sécurité ;

11° - D'effectuer des branchements électriques sur les installations existantes sans autorisation préalable.

#### *Permis au feu - Consignes particulières concernant les travaux par points chauds*

Tout travail par point chaud ou comportant l'usage d'une flamme devra faire l'objet d'une autorisation préalable du Maître d'Œuvre.

Les permis de feu seront établis par l'entreprise et visés par le Maître d'Œuvre. Les moyens de protections adaptés seront installés (extincteurs, protections diverses, etc...).

Les entrepreneurs devront prendre en compte les plans d'évacuation existants et ses installations au regard des sorties de secours / évacuations.

Les personnels et entreprise(s) doivent prendre toutes précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare pas et notamment respecter les mesures suivantes :

#### AVANT LES TRAVAUX

1° - Repérer les moyens d'alerte et d'extinction ;

- 2° - Disposer de moyens d'extinctions propres, pour chaque lieu de travaux, au minimum un extincteur à eau pulvérisée de 9 litres ou un seau - pompe et un extincteur approprié aux risques ;
- 3° - Afficher un exemplaire du permis de feu sur les lieux des travaux ;
- 4° - Vérifier que le matériel de soudage, découpage, etc. est en parfait état de fonctionnement ;
- 5° - S'assurer que les chalumeaux sont équipés de clapets anti-retour ;
- 6° - Vérifier que la tension d'utilisation des matériels est compatible avec la tension d'alimentation de l'installation ;
- 7° - Vérifier que l'organe de coupure de l'alimentation électrique est accessible et identifié ;
- 8° - Prendre les mesures nécessaires pour que les bouteilles de gaz soient facilement déplaçables en cas de sinistre ;
- 9° - Colmater les ouvertures susceptibles de laisser passer des projections incandescentes, à l'aide de matériaux incombustibles ;
- 10° - Écarter les matériaux combustibles en contact avec les parties métalliques et conduites surchauffées ;
- 11° - Dégager les matériaux combustibles à environ dix mètres autour du lieu des travaux par points chauds ;
- 12° - Protéger les parties exposées par des plaques incombustibles, des bâches mouillées ou tout autre procédé équivalent ;
- 13° - Si le travail doit être effectué sur un récipient, réservoir, canalisation ou autre corps creux ayant contenu des produits inflammables ou explosibles, s'assurer de leur dégazage.

#### PENDANT LES TRAVAUX

- 14° - Mouiller les parties en bois pouvant entrer en contact avec la flamme du chalumeau ;
- 15° - Surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute ;
- 16° - Refroidir les parties ou objets chauffés, s'il y a impossibilité les déposer sur des supports incombustibles ;
- 17° - Assurer en permanence la surveillance du chantier, y compris pendant les heures de repas.

#### APRES L'EXECUTION DES TRAVAUX

- 18° - Arrêter les travaux par points chauds deux heures avant la cessation du travail et maintenir une surveillance rigoureuse des lieux ;
- 19° - Indiquer in situ par des flèches rouges ou sur un plan affiché les points exacts des travaux par points chauds pour faciliter les rondes ;
- 20° - Fermer les bouteilles de gaz et démonter les manomètres des bouteilles ;
- 21° - Inspecter les lieux des travaux, les locaux et espaces adjacents ayant pu être concernés par des projections d'étincelles ou par des transferts de chaleur.

### 0.2.9 - ISOLATION PHONIQUE

R.A.S

### 0.2.9 - REGLEMENT SANITAIRE

Le règlement sanitaire départemental (arrêté préfectoral du 22.01.64 modifié le 26.03.79), annexé à la circulaire du 9.08.78 du Ministère de la Santé et de la Famille et modifié.

*NOTA : Bien que ces documents ne soient pas joints, ils sont censés être connus de l'entrepreneur et font partie intégrante des pièces contractuelles du marché.*

L'entrepreneur sera donc tenu de se conformer aux spécifications générales et documents techniques y figurant.

Dans le cas où les ouvrages décrits au présent dossier pourraient différer ou comporter des indications opposées à celles des normes citées, l'entrepreneur devra toujours en informer le Maître d'œuvre.

L'entreprise prendra alors à sa charge les frais inhérents à la conformité requise.

### 0.2.10 - VÉRIFICATION DES DOCUMENTS GRAPHIQUES

L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance dans les différents plans.

Il devra s'assurer sur place avant toute mise en œuvre de la possibilité de suivre les cotes et indications portées sur les plans.

**Aucune cote ne devra être prise à l'échelle.**

L'entrepreneur ne pourra en aucun cas modifier quoique ce soit au projet de la Maîtrise d'œuvre.  
Il devra demander tous les renseignements complémentaires sur les points qui lui sembleraient douteux ou incomplets, ou non conformes aux règles de l'art ou aux prescriptions légales.

### 0.2.11 - SUJETIONS LIÉES A L'EXÉCUTION DES TRAVAUX

#### *Photos de chantier :*

L'entrepreneur devra fournir les photographies nécessaires à la justification des travaux.

#### *Fourniture et mise en œuvre des matériaux :*

Les matériels et matériaux utilisés seront de première qualité et exempts de toute détérioration pouvant mettre en cause leur résistance et leur apparence. Ils seront conformes aux normes françaises et de provenance européenne. La description des ouvrages fait état de matériaux et d'articles de fabrication dont le nom du fournisseur est éventuellement indiqué dans le texte. Cette référence est donnée pour préciser la nature, le type et l'effet des éléments qu'il y aura lieu de mettre en œuvre. Le maître d'œuvre se réserve le droit d'effectuer à tout moment, aux frais de l'entrepreneur, les prélèvements, essais et analyses qu'il jugera nécessaires.

#### *Prototypes :*

Pour permettre au maître d'œuvre de juger de la qualité des ouvrages et éventuellement d'exiger des améliorations ou modifications de détail qui lui paraîtraient nécessaires, l'entrepreneur devra la présentation de prototypes chaque fois que le maître d'œuvre le demandera.

#### *Acceptation et conformité des travaux :*

Toute entreprise qui intervient à la suite d'une autre entreprise et sur les ouvrages réalisés par cette dernière accepte de fait la conformité de tous ces ouvrages. Dans le cas contraire, elle doit en avertir le maître d'œuvre et l'entreprise concernée, par lettres recommandées avec accusé de réception, en indiquant les réserves, et ceci avant toute autre intervention sur les ouvrages en question, à défaut de quoi la dernière entreprise intervenante sera réputée avoir accepté la conformité des travaux précédents.

### 0.2.12 - DOCUMENTS D'EXÉCUTION ET DE SYNTHESE

#### **Documents d'exécution**

L'Entreprise doit fournir pendant la période de préparation et pour l'ensemble de ses ouvrages, tous les documents d'exécution (plans, notes de calcul, détails d'exécution, etc.).

Ces documents seront impérativement diffusés dans le respect du planning établi par le maître d'œuvre et transmis au contrôleur technique après visa de la Maîtrise d'Œuvre.

La vérification et la mise au point par le Maître d'œuvre, des documents présentés par l'entrepreneur, laisseront entière la responsabilité de ce dernier. La vérification et l'acceptation de principe des documents ont pour seul but de s'assurer qu'ils ne sont pas contraires à l'esprit du CCTP et des plans.

Les documents généraux sont à fournir impérativement en fichiers DWG compatibles AUTOCAD version 2007. Tous les documents devront comporter un cartouche avec le nom de l'entreprise, des sous-traitants éventuels, échelle, date, indice modificatif, etc....

#### **Documents à fournir à la fin des travaux (D.O.E par l'entreprise et D.I.U.O par le CSPS) :**

A la fin des travaux et avant la réception de ceux-ci, l'entreprise fournira 3 jeux de Clé USB (Maître d'Ouvrage, Architecte, CSPS) et 2 exemplaires papiers (1 pour le Maître d' Œuvre, 1 pour Bureau de Contrôle), des documents ci-après :

- Dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) pour l'intégralité des ouvrages.
- L'intégralité des Avis Techniques et PV de classement des matériaux mis en œuvre.  
Ces documents seront adressés pour vérification à la Maîtrise d'œuvre avant remise par celui-ci au Maître d'Œuvre.
- Dossier des interventions ultérieures sur les ouvrages (D.I.U.O.) avec les notices de fonctionnement, d'entretien et de conduite des installations en général.

L'absence ou l'insuffisance des documents fournis entraînera la non prononciation de la réception.



*NOTA : Dans le cas de non-respect des délais de remise de ces dossiers, le Maître d'Ouvrage fera effectuer par un cabinet de son choix, les documents constituant le dossier de récolement.*

*Les frais correspondants seront à la charge de l'Entreprise.*

### 0.2.12 - DOCUMENTS DE SUIVI DU CONTRÔLE INTERNE

La liste des documents de suivi est définie au PAQ (Plan d'Assurance qualité) pour chaque procédure.

Lors de l'exécution, l'entrepreneur adresse au maître d'œuvre les documents de suivi au fur et à mesure de l'obtention des résultats du contrôle interne.

Le contrôle intérieur à la chaîne de production exécuté par le titulaire, est complété par un contrôle extérieur du maître d'œuvre, qui peut porter notamment sur la qualité des mortiers, des pierres et des pierres de reconstitution, la qualité des coulis, des mortiers, du scellement, de la mise en tension...etc.

### Composition générale du PAQ :

Conformément aux dispositions des articles 35 du fascicule 65A et 7 du fascicule 68 du CCTG, le PAQ est constitué:

- de la note d'organisation générale du chantier (y compris les installations de chantier),
- des procédures d'exécution (y compris la description générale des matériels et méthodes), relatives à chaque tâche principale (éaiement, mise sur cintre, rejointoiement, ...)
- des documents de suivi de contrôle intérieur,
- du cadre des documents de suivi d'exécution,
- du cadre de fiche de non conformité,
- des modalités de demande d'agrément des matériaux, composants et équipements

### 0.2.13 - ETUDES DE SYNTHESE

R.A.S

### 0.2.14 - CHOIX ET QUALITÉ DES MATERIAUX

**Important :** Les choix des produits à mettre en œuvre, désignés dans le CCTP et indications portées sur les plans devront toujours être respectées afin que la valeur qualitative souhaitée soit atteinte.

Ces produits seront neufs, sans défauts, de fabrication récente et de première qualité. Ils doivent satisfaire aux dispositions des Normes Françaises Homologuées et des Normes Européennes (C.E).

Les matériaux seront sélectionnés par l'entrepreneur pour leurs performances en terme de qualité environnementale : faible bilan carbone des procédés de fabrication, proximité des lieux de production, résistance, durabilité des produits proposés.

Tout ouvrage préfabriqué sera préalablement soumis à l'agrément de la Maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle.

Pour tous les produits et matériaux, un échantillon devra être proposé puis devra être accepté par la Maîtrise d'œuvre avant tout approvisionnement.

En aucun cas l'entreprise, ses sous-traitants ou cotraitants, ne pourront invoquer les délais d'approvisionnement des produits à mettre en œuvre pour justifier un changement de produit.

Dès le démarrage du chantier, l'entreprise soumettra à la confirmation de l'architecte les produits et matériaux constitutifs des ouvrages pour planifier ses commandes et approvisionnements.

### 0.2.15 - TOLERANCES D'EXECUTION

#### **Cotes intérieures finies**

Les tolérances maximales admises sur les côtes intérieures finies d'un local sont :

- En hauteur entre sol fini et plafond fini d'un même local : + ou - 1,0 cm
- En dimensions entre parois finies d'un même local : + ou - 1,0 cm
- En verticalité sur une paroi intérieure finie : + ou - 1,0 cm

#### **Cotes de détails**

- Planéité sous règle de 2 m : + ou - 0,5 cm
- Planéité sous règle de 0,2 m : + ou - 0,2 cm
- Hauteur des saillies : 1,5 mm



## 0.2.16 - NETTOYAGES DE CHANTIER - PROTECTIONS

Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses matériels et gravois au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Tous les gravois, les échafaudages, bois de coffrage, détritrus de pose, etc... devront être sortis des constructions, enlevés ou rangés immédiatement après l'exécution des travaux. Les sorties de gravats se feront par big bags et conformément au PIC.

Le chantier sera tenu en permanence en état de propreté et il ne sera en aucun cas accepté de dépôts de gravois permanents.

Les salissures des voies par les camions et engins de chantier devront être évitées en prenant toutes les précautions nécessaires. La protection des pavés extérieurs devra être assurée (faire proposition au maître d'œuvre - par chape ciment par exemple ?).

Un soin particulier devra être accordé à la protection des intérieurs lors du remplacement des menuiseries et des reprises.

Dans le cas contraire, et sauf mention contraire au(x) bordereau(x), les nettoyages de ces voies seront effectués par l'entreprise titulaire du LOT N°1 Gros œuvre, à charge pour elles de se faire rembourser les frais correspondants par l'entreprise responsable, si ces dégradations ne sont pas de son fait. Ces frais sont imputés au compte prorata si l'auteur n'a pas été identifié.

Protection des ouvrages :

Dès leur achèvement, chaque entreprise devra protéger ses ouvrages pour éviter toute détérioration, et ce jusqu'à la fin du chantier.

Chaque entreprise devra donc prévoir pour ses protections la mise en place, les remaniements nécessaires, l'entretien et la dépose en fin de chantier. La valeur de ces prestations sera incluse dans les prix unitaires.

Toutes les dégradations constatées sur les ouvrages publics ou privés feront l'objet d'une réparation dans les mêmes conditions que les nettoyages de voies.

Les protections ne devront en aucun cas représenter une gêne pour les autres intervenants. Dans ces conditions, l'entreprise responsable d'une protection devra se mettre en relation avec les autres lots afin de définir un protocole d'intervention.

Il est rappelé à l'ensemble des entreprises que les installations de chantier, mises en place par le Lot Gros œuvre ne doivent pas être abîmées ou détériorées. L'entreprise devra prévoir des protections complémentaires sur les échafaudages autant que nécessaire. L'entreprise défaillante sera tenue de remplacer ou faire réparer les éléments abîmés.

Il est rappelé à toutes les entreprises que les déchets de chantier de toute nature feront l'objet d'un tri. Chaque entreprise est chargée d'évacuer ses propres déchets, gravois de chantier et matériaux issus de la dépose, en décharges adaptées y compris tous frais de tri, de transport et de décharge.

Les bordereaux de suivi de déchets seront remis au maître d'œuvre,

Il est rappelé à toutes les entreprises que les déchets de chantier de toute nature feront l'objet d'un tri sélectif :

- Les entreprises chargées de travaux de dépose assureront le triage et l'évacuation de leurs déchets et gravois de toute nature dans les décharges adaptées compris tous frais de tri, de transport et de décharge. Les bordereaux de suivi de déchets seront remis au maître d'œuvre,
- Pour les déchets autres que ceux en provenance des déposes, chaque entreprise assurera le triage sélectif des déchets et le stockage dans les bennes ou conteneurs prévus à cet effet sur les aires de stockage. Ils assureront le coût de l'élimination au travers de la gestion du compte interentreprises « prorata ». Le maçon est chargé de l'organisation matérielle et de la rotation des bennes de chantier,
- Les déchets sont classés suivant P.G.C., en quatre grandes catégories :
  - Déchets de type EMB (EMBallage), emballages non souillés,
  - Déchets de type DI (Déchets Inertes), non toxiques, non évolutifs dans le temps,
  - Déchets de type DIB (Déchets Industriels Banals), non toxiques, évolutifs dans le temps,
  - Déchets de type DIS (Déchets Industriels Spéciaux), toxiques, évolutifs ou non dans le temps

### 0.2.16.1-Nettoyages en cours de chantier (affecté au Lot n°1) pendant toute la durée du chantier

En règle générale, les nettoyages sont effectués dans les conditions fixées aux pièces constitutives du marché pour une tenue constante du chantier en parfait état de propreté. Le lot en charge du nettoyage du chantier devra aussi se référer aux recommandations de l'OPPBTP et les appliquer, par exemple pour l'évolution de la pandémie Covid. Le lot en charge du nettoyage devra aussi se référer

aux recommandations du CSPS dans sont document à consulter : PGC, mais aussi à ses recommandations durant le chantier.

A cet effet, durant toute la durée des travaux, l'Entreprise titulaire du lot n° 01 devra faire à ses frais et chaque fois qu'il sera nécessaire sur simple demande du Maître d'œuvre :

- **Le nettoyage périodique du chantier et de ses abords (périodicité au minimum hebdomadaire) : à inscrire au compte-prorata** (hors précision contraire dans les CCTP des corps d'état).

- La mise en dépôt dans les bennes prévues en quantité suffisante, suivant un principe de tri sélectif, à l'extérieur des bâtiments, en un endroit désigné d'un commun accord avec le Maître d'œuvre, le CSPS et le Maître d'Ouvrage de tous les gravois et déblais provenant de l'exécution des ses travaux. Il doit prévoir, gérer et mettre à disposition de tous les corps l'ensemble des bennes nécessaires pour le tri et l'évacuation des déchets et gravois de tous les lots.

**Les bennes seront composées : d'une benne mutualisée (compte-prorata) pour tous les déchets + un bac pour les déchets dangereux (compte-prorata).**

- Les déchets de chantier devront être gérés et enlevés par le personnel du lot n° 01, d'une manière strictement conforme à la réglementation, pendant toute la durée du chantier.

Le présent lot n°1 devra pour rappel :

- La mise en place et l'évacuation des bennes et bac (location et gestion à la charge du lot n°01, y compris frais de déchargement à la charge du lot n° 01) en décharge publique. Le Lot 1 dispatchera ensuite au compte-prorata les frais engagés par lot.
- La protection des ouvrages exécutés ou des équipements ou matériels installés.
- La protection systématique des bennes par filets
- La fourniture et la pose de platelages
- Les arrosages nécessaires en cas de dispersion de poussières, etc...

Toutes dégradations ou nuisances engendrées par l'entreprise seront à la charge de l'entreprise.

**NOTA :** *Suivant état du chantier, le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire exécuter par l'entreprise du lot n° 01 des travaux de nettoyage supplémentaires, si le nettoyage périodique apparaissait insuffisant. Au cas où ces nettoyages ne seraient pas exécutés, les travaux seront faits par un tiers à la demande du Maître d'œuvre et aux préjudices et frais de l'Entreprise responsable.*

#### 0.2.16.2-Autres travaux de nettoyage

##### **Travaux de nettoyage affectés à tous les lots**

Chaque entreprise devra :

- un nettoyage soigné de tous ses ouvrages 24h avant les pré-réceptions
- un nettoyage soigné de tous ses ouvrages 24h avant les réceptions,
- un nettoyage soigné de tous ses ouvrages 24h pour les levées de réserves, après intervention des entreprises.

L'entrepreneur de chaque lot surveillera ou assurera lui-même avec le plus grand soin ces nettoyages dont il aura l'entière responsabilité.

**NOTA :** *le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire exécuter par l'entreprise des travaux de nettoyage supplémentaires, si selon lui, cela s'avérerait nécessaire. Au cas où ces nettoyages ne seraient pas exécutés, les travaux seront faits par un tiers à la demande du Maître d'œuvre et aux préjudices et frais de l'Entreprise responsable.*

##### **Matières et substances dangereuses**

Chaque entreprise utilisatrice de substances et de matières dangereuses sera en charge de l'évacuation des emballages, produits souillés et autres éléments pollués suivant les indications du fabricant portées sur la fiche de données sécurité jusqu'au bac prévu à cet effet et mis en place par le lot 1 et inscrit au compte prorata.

## 0.2.17 - REMPLACEMENT DES MENUISERIES

Les menuiseries destinées à être remplacées dans le bâtiment B seront approvisionnées et mises en place sur le chantier par le Lot 02 Menuiserie, compris le tamponnage ou le vissage ainsi que les joints périphériques des cadres (Compri-bandés, joints à la pompe, etc...). Tous les calfeutrements et travaux de scellement complémentaires seront faits par l'entreprise du Lot n°01 au titre des travaux de maçonnerie, suivant localisation. L'entreprise du Lot n°01 aura aussi à sa charge toute reprise de peinture éventuelle après installation des menuiseries.

## 0.3 - PRESCRIPTIONS DU CHANTIER

### 0.3.1 - PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER ET PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Le plan d'installation de chantier (délai de présentation : 15 jours) et le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (délais de présentation : pendant la période de préparation d'1 mois) sont à élaborer en relation avec le coordonnateur SPS et le Maître d'œuvre.

En cas de non-respect des consignes du C.S.P.S. et du Contrôleur technique, des pénalités seront appliquées.

Devront figurés sur ces plans, a minima et sans que cette liste soit limitative, pour chaque phase de travaux :

- Panneau de chantier (nota : à fournir par le lot 1)
- Clôture de chantier, portail d'accès chantier
- Lieux de stockage et de dépôt des matériels et matériaux,
- Bennes / bac de tri sélectif,
- Voies d'accès chantier, parking chantier,
- Voie pompier,
- Alimentations chantier en eau, électricité, évacuation EU/EV,
- Cantonnements (réfectoire, vestiaires, sanitaires, douche),
- Salle de réunion (dans la base vie)
- Flux de déplacements des ouvriers et des charges

### 0.3.2 - RECEPTION PREALABLE DES ABORDS ET VOIRIES (PUBLICS ET PRIVES)

Pour les abords et accès du terrain, livrés à l'entreprise en début de chantier, un procès-verbal de prise en charge (constat d'huissier à la charge du lot n°01) dresse l'état exact des lieux qui est remis à l'entreprise à l'ouverture du chantier. Constat d'état des lieux établi contradictoirement avec le Maître d'ouvrage ou son représentant, l'entreprise, la maîtrise d'œuvre.

Les installations et accès devront respecter les limites du programme et les règles de circulation.

Aucun stationnement de véhicule de livraison ne sera admis sur la voie publique sauf autorisation des autorités de police.

En cas de nécessité de modification des règles de circulation de la voie d'accès au chantier, l'entreprise du lot n°01 a à sa charge les démarches administratives auprès des services de voirie et la mise en place et l'entretien des dispositifs de sécurité des usagers.

Durant toute la durée des travaux jusqu'à la réception sans réserve, chaque entrepreneur aura la charge des réparations des dégâts causés par lui-même ou par ses sous-traitants, aux ouvrages de voirie de réseaux divers et d'aménagement en général.

En cas de dégât, l'entreprise devra payer avant établissement du D.G.D. les sommes qui lui seront réclamées par le Maître d'Ouvrage.

### 0.3.3 – UTILISATION ET ENTRETIEN DES VOIES (PUBLIQUES ET PRIVEES)

Les itinéraires poids lourds et engins de chantier, tant pour les approvisionnements que pour l'évacuation des déblais, seront imposés par le coordonnateur S.P.S ou par le Maître d'œuvre en fonction des impératifs de circulation. Il sera de même pour les voies d'accès pompiers.

L'entreprise du lot n°01 a à sa charge l'établissement et l'entretien, sur les voies ouvertes à la circulation, au droit des entrées et sorties de chantier, de la signalisation routière indispensable.

L'entreprise du lot n°01 a à sa charge le nettoyage des voies publiques : les véhicules seront nettoyés avant la sortie du chantier, une aire de lavage sera réalisée et équipée pour l'ensemble du corps d'état, et gérée par un responsable désigné par l'entreprise principale dans ce cas. Si nécessaire, le nettoyage de véhicules sera complété par le balayage de la voie publique.

**La réalisation d'une dalle ferraillée provisoire pour le stockage est obligatoire afin de ne pas détériorer la cour pavée. La dalle sera coulée sur un résilient (polyane 200 Microns mini). La démolition en fin de chantier sera nécessaire.**

Tout manquement de l'entrepreneur à ces obligations entraîne de plein droit, après constatation et mise en demeure restée sans effet, dans un délai de 24 heures, et se traduira par :

- La fermeture des accès de chantier,
- Le nettoyage des voies ou le rétablissement de la signalisation par une entreprise au choix du Maître d'œuvre, aux frais et dépens de l'entrepreneur.

### 0.3.4 - LIBERATION DES EMPRISES DU CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES VOIRIES

Au fur et à mesure de l'avancement du chantier, par phases, l'entrepreneur du lot n°01 procédera au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition.

De même que pour la réception préalable des ouvrages, la libération des abords et la remise à la circulation des voies publiques et privées feront l'objet d'un procès-verbal de constat d'état des lieux.

La reprise éventuelle des dégradations constatées sera à la charge de l'Entrepreneur concerné. Ces travaux de réfection devront être réalisés sous un délai d'un mois, après constat.

### 0.3.4 - BRUITS DE CHANTIER

Afin d'éliminer au maximum les bruits de chantier, tous les engins de levage et poste de bétonnage fonctionneront obligatoirement à l'électricité.

En règle générale, l'usage de moteur à explosion ou diesel ne pourra être toléré, que pour les véhicules de chantier, ou les compresseurs dans le cas de démolition, et à condition que ces moteurs soient munis de silencieux réglementaires.

Avant tous travaux générateurs de nuisances sonores, l'Entrepreneur devra donc en aviser le Maître d'Ouvrage, le coordonnateur SPS et le Maître d'œuvre et justifier des moyens d'intervention envisagés.

### 0.3.5 - DECLARATION D'INTENTION DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX

Conformément à la circulaire du 30 octobre 1979 (J.O. du 4.11.79), « Etablissement d'un formulaire type pour les déclarations d'intention d'ouverture d'un chantier pouvant affecter les installations appartenant à des services publics », l'entrepreneur est tenu, avant tous travaux, d'adresser sa déclaration d'intention de commencement de travaux aux diverses administrations ou établissements (P.T.T, Gaz de France, E.D.F, Service des Eaux ...), suivant le modèle mis au point par l'administration (CERFA N° 900047).

Ces demandes, comme les autorisations de voirie, sont à réaliser par le lot n°01.

### 0.3.6 - PROTECTION DES OUVRAGES

Chaque entrepreneur est responsable de la bonne conservation de ses ouvrages et équipements, il doit donc en particulier en assurer leur protection. Les matériaux de protection (film plastique, cartonnage...), seront enlevés en fin de chantier par l'Entrepreneur concerné et évacués à ses propres frais. Chaque entrepreneur aura à sa charge tous les remplacements qui s'avèreraient nécessaires jusqu'à la réception complète et sans réserve des ouvrages.

### 0.3.7 – OUTILS A EMPLOYER

Les outils utilisés doivent éviter les vibrations des structures afin de ne pas modifier ou abimer l'état des ouvrages conservés, des façades en pierres, escaliers, murs porteurs, plancher, ferme et structure primaire.

L'entreprise doit proposer des solutions en ayant toujours pour objectif de minimiser les coûts, les délais, les nuisances sonores et l'émission de poussière

### 0.3.8 – OBJETS ET VESTIGES TROUVES SUR LE SITE

L'entrepreneur n'a aucun droit sur les matériaux et objets de toutes natures trouvées sur le chantier en cours de travaux, notamment dans les fouilles ou dans les démolitions.

Lorsque les travaux mettent au jour des objets ou des vestiges pouvant avoir un caractère artistique, archéologique ou historique, l'entrepreneur doit le signaler au Maître d'œuvre et faire la déclaration réglementaire au maire de la commune sur le territoire de laquelle cette découverte a été faite.

Sans préjudices des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, l'entrepreneur ne doit pas déplacer ses objets ou vestiges sans autorisations du Maître de l'Ouvrage. Il doit mettre en lieu sur ceux qui auraient été détachés fortuitement du sol

### 0.3.9 - RÉCEPTION DES SUPPORTS DES DIFFÉRENTS REVÊTEMENTS

En cas de supports neufs jugés défectueux par l'entrepreneur chargé des revêtements, les observations devront être signifiées au maître d'œuvre, et en même temps, à l'entrepreneur ayant construit le support, afin qu'elle puisse remédier en temps utile aux défauts constatés.

Ces observations seront faites par écrit et ne modifieront en rien les délais d'exécution impartis au titulaire du marché. A défaut de ces observations par écrit, l'exécution totale ou partielle d'un revêtement quelconque, comporte implicitement l'acceptation définitive et sans réserve du support par l'entrepreneur chargé du revêtement.

En tout état de cause, la responsabilité de la tenue des revêtements incombe au titulaire du marché de l'entrepreneur chargé des revêtements.

### 0.3.10 - RESERVATIONS – PERCEMENTS – REBOUCHAGES – SCHELLEMENTS

L'entrepreneur titulaire du lot n°01 devra tenir compte, dans son prix forfaitaire, de l'exécution dans tous les ouvrages verticaux et horizontaux en béton armé, en maçonnerie de pierre ou autre, ainsi que dans tous les éléments préfabriqués le cas échéant, de l'ensemble des trous, percements, réservations, passages, scellements, rebouchage, incorporations au coulage, etc. nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages demandés par les corps d'état et apportés par les études d'exécution et ne peut arguer de travaux supplémentaires.

Les oublis de réservations, trous et percements seront exécutés par le lot n°01 à la charge de l'entreprise défaillante.

En conséquence, tous les entrepreneurs des corps d'états concernés devront prendre toutes dispositions et fournir à l'entreprise titulaire du lot n°01 en temps utile les plans comportant l'indication des réservations, des trémies, des passages de canalisations, des scellements, des feuillures, des décaissés, des pentes et autres réservations et trous à effectuer dans les ouvrages en maçonneries et béton armé, ainsi qu'une liste complète des ouvrages à incorporer afin de faire prévoir au coulage ou à la préfabrication toutes les réservations ou autres nécessaires à la bonne exécution de leurs ouvrages.

Dans toutes les cloisons, tous les trous, percements, saignées, etc. seront exécutés par les entrepreneurs des corps d'états concernés.

Les scellements, rebouchages, etc. seront toujours à effectuer par l'entrepreneur du corps d'état concerné.

Avant d'effectuer les rebouchages des percements qu'il aura fait, l'Entrepreneur adjudicataire du lot n°01 doit s'assurer que toutes les gaines et canalisations sont bien en place, et surseoir au coulage au droit des canalisations ne comportant pas de fourreaux.

Si les réservations demandées sont incohérentes avec les réseaux passés (au maximum 50 mm en périphérie de chaque réseau), le rebouchage sera demandé au lot n°01 mais la charge financière incombera au lot concerné par cette erreur.

Pour la mise en place des menuiseries du lot 2 : Le lot 2 doit la mise en place dans les règles de l'art de ses menuiseries. Une fois calée, en présence du lot, le lot 1 réalisera les opérations de fixation définitives des éléments enfichés dans les maçonneries. Le lot 1 pourra aussi assister le lot 2 pour

adapter les empochements nécessaires aux fixations des menuiseries à installer dans les maçonneries à sa demande.

### 0.3.11 - PURGES DES ELEMENTS N'ENTRANT PAS DANS LE PROJET

Le lot n°1 devra assurer toutes les missions de purges participant au projet. Un plan de retrait de ces éléments pourra être adressé à la MOE pour valider avec elle les éléments à purger ou à conserver. Certains éléments purgés pourront être stockés durant le chantier sous la responsabilité du lot n°1 à la demande de la MOE.

## 0.4-CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES TRAVAUX

L'entrepreneur reconnaît par l'acceptation du marché :

Avoir pris connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents du DCE, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux, en particulier, il sera tenu de faire une visite complète et détaillée des lieux et avoir apprécié toutes les sujétions en résultant, notamment :

- De la configuration des locaux
- De la configuration du terrain et des abords,
- Des moyens de communications et de transport,
- Des conditions de stockage,
- Des ressources en énergie et en eau,
- Des lieux de décharge pour les gravois,
- Des possibilités d'installation du chantier,
- Des conditions climatiques et autres données physiques.

Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.

Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation, notamment, celles données par les plans, les dessins d'exécution et devis descriptifs, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître de l'œuvre et avoir pris tous renseignements auprès des administrations et services publics.

Avoir pris connaissance de tous les renseignements techniques et administratifs officiels.

## 0.5-CONTROLE ET ESSAI DES MATERIAUX – EXAMENS – EPREUVES

En début de chantier, chaque entreprise donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel est assujettie l'entreprise, doit être réalisé à différents niveaux :

### **Justification de provenance et de qualité :**

L'Entrepreneur est tenu de produire toutes justifications de provenance et de qualité des matériaux et de fournir à ses frais tous les échantillons de matériaux qui lui seraient demandés en vue des essais imposés dans chaque cas particulier par le devis descriptif ou prévus dans les normes et DTU divers. La fourniture de ces échantillons ainsi que les frais de ces essais sont à la charge de l'Entrepreneur.

### **Examens, essais, épreuves :**

Les contrôles et essais obligatoires seront dus par l'Entrepreneur, ceux-ci seront exécutés conformément aux normes et règlements en vigueur pour chaque corps de métier.

En ce qui concerne les installations techniques, l'entreprise est tenue d'effectuer obligatoirement les essais et vérifications de leurs installations, et d'établir les procès-verbaux justificatifs.



La liste et la description de ces essais et vérifications de fonctionnement des installations ont fait l'objet d'une publication (document technique COPREC n° 1) au MONITEUR DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DU 3 DECEMBRE 1982. (Supplément spécial n° 82.49 bis).

Les modèles types de procès-verbaux, ont fait l'objet d'une publication (documents techniques COPREC n° 02), au MONITEUR DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS du 3 Décembre 1982 (Supplément spécial n° 82.49 bis).

Ces essais et vérifications portent sur :

- Le chauffage et la ventilation (pour la clim)
- Les installations électriques (courants faibles et éclairages extérieurs)
- Réseau EP

Les procès-verbaux ainsi établis seront communiqués à la Maîtrise d'œuvre et au Bureau de contrôle en fin de chantier pour avis.

Les constructeurs visés à l'article 1792.1 du Code Civil effectueront les vérifications techniques auxquelles ils sont tenus pour leurs propres prestations.

**Essais complémentaires :**

Après accord du Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre a la faculté de prescrire, au cours des travaux, l'exécution d'essais complémentaires. Les frais de ces essais sont à la charge de l'entreprise.

**Sondages complémentaires :**

Après accord du Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre a la faculté de prescrire, au cours des travaux, l'exécution de sondages complémentaires. Les moyens techniques et humains pour la réalisation de ces sondages sont à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01.

**Visites dans les magasins, usines, ateliers ou carrières :**

Le maître d'œuvre a le droit de se faire représenter dans les usines, magasins, ateliers ou carrières de l'Entrepreneur et de ses fournisseurs pour procéder à la vérification et à l'essai des matières premières avant usinage, au contrôle de la fabrication et de l'expédition des fournitures destinées aux travaux du marché.

Les diligences nécessaires auprès des fournisseurs pour permettre ces contrôles incombent à l'Entrepreneur.

**Approvisionnement :**

L'approvisionnement et les délais de livraison des matériaux ne devront en aucun cas entraver l'avancement prévu des travaux. L'entrepreneur prendra toutes les garanties nécessaires à ce sujet avant remise de son offre.

**Stockage :**

Au niveau du stockage, l'Entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques et aux déformations mécaniques sont convenablement protégées. L'entrepreneur prendra les dispositions nécessaires pour organiser le stockage selon les progressions du chantier. Toute dégradation, casse, vol ou perte de matériaux stockés sera à la charge de l'entrepreneur.

Les matériaux et fournitures pouvant souffrir des intempéries devront, lorsqu'ils ne pourront pas être livrés directement à leur emplacement d'emploi, être protégés par des abris dont la confection est à la charge des lots intéressés.

## 0.6-VERIFICATIONS TECHNIQUES

L'article R.III 40 du décret 78.1146 du 7 .12.78 demande au Contrôleur technique de s'assurer que les vérifications techniques qui incombent à chacun des Entrepreneurs énumérés à l'article 1792.1 du Code Civil s'effectuent de manière satisfaisante.

En fonction de cela, l'entreprise est tenue de pouvoir justifier chacune des options choisies, en mettant en place un système d'autocontrôle. Ceci pourra se concrétiser pour les entreprises par :

- Une procédure de diffusion des règles, spécifications, plans à jour ...
- Une organisation hiérarchique des vérifications par les exécutants eux-mêmes,



- Un programme de vérifications concernant les études, les approvisionnements, le stockage, la manutention, l'exécution ou les essais (éprouvettes pour un béton, essais de vérification de compactage pour un sol, etc...),
- Une élaboration de fiches de vérification attestant la réalité de ces vérifications.

Fiches de vérification des études, fiches de vérification de l'exécution, fiches ou PV d'essais (les fournitures seront nécessairement identifiables et il devra être présenté des certificats de provenance, ainsi que des procès-verbaux justifiant que les essais ont été faits en conformité avec les règles professionnelles).

## 0.7-MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

### 0.7.1 - MODE OPERATOIRE D'EXECUTION DES TRAVAUX

A l'appui de son offre, chaque entrepreneur devra obligatoirement joindre un mémoire technique, mentionnant les moyens matériels, personnels et de communication mis en œuvre et le mode opératoire des travaux.

Ce mémoire fera également ressortir les aménagements préalables au chantier que se propose de faire l'Entrepreneur pour garantir la sécurité pendant les travaux, limiter les poussières et nuisances sonores vis à vis du parc et assurer la propreté des accès et de l'environnement du chantier, pendant toute la durée des travaux.

### 0.7.2 - INSTALLATION DE CHANTIER

**Ce chapitre du lot 00 est complété et en corrélation avec le PGC du CSPS. L'entrepreneur du lot n°01 doit prendre connaissance de ces deux documents et se mettre en conformité.**

#### **Organisation du chantier :**

Il sera expressément interdit à l'entreprise d'occuper d'autres emplacements que ceux définis lors de l'élaboration du plan d'installation de chantier.

L'approbation par le Maître d'œuvre des dispositions spécifiées ci-avant ne saurait en aucun cas dégager la responsabilité de l'entreprise à quelque titre que ce soit.

#### **Démarches, autorisations, branchements :**

L'entrepreneur du lot n° 01 fera son affaire et à ses frais, auprès des services compétents, de toutes démarches, autorisations ou autres servitudes ayant trait au chantier.

Il devra notamment :

- Etablir les branchements d'eau, d'électricité et d'égout correspondant aux besoins du chantier et des installations de chantier, à ses frais sur les origines fluides existantes du bâtiment (TGBT, origine EF, réseau d'évacuation EU/EV), quelle que soit la distance. Ces installations seront obligatoirement vérifiées et réceptionnées par l'Organisme de Contrôle.
- La fourniture et la pose de compteurs d'eau et d'électricité sur les origines ci-dessus.
- S'occuper des autorisations de voiries,
- Faire son affaire des réclamations de toute nature qui pourraient être présentées par les administrations ou collectivités pour usage des voies et réseaux publics.

#### **Installations de chantier :**

Dans un délai de **trente jours** à dater de sa notification de démarrage de la période de préparation de chantier, l'Entrepreneur du lot n°01 devra la construction de toutes les installations de chantier et cantonnement nécessaires au personnel de toutes les entreprises : locaux à usage de bureaux de chantier, salle de réunion, réfectoire et sanitaires, sous-compteurs etc,. Elle en devra également l'entretien durant toute la durée du chantier. (Nettoyage et ménage hebdomadaire ou suivant les recommandations de l'OPPBTP et du CSPS).

Ces locaux comprendront et seront entièrement équipés :

- **1 Bungalow vestiaires Douches**
- **1 Bungalow Salle de réunion**
- **1 Bungalow sanitaire**

- **Tous autres bungalows nécessaires pour suivre les préconisations du CSPS suivant les effectifs présents sur le site.**

Les aires mises à disposition des entreprises pour l'installation des cantonnements et bureaux de chantier seront déterminées pour chaque phase pendant la période de préparation avec le CSPS et le Maître d'œuvre en accord avec le Maître d'Ouvrage en début de chantier.

**Le titulaire du lot 01 devra pour cette configuration de chantier :**

**1 bungalow pour 1 WC, 1 douche, 2 lavabos :**

Il comprendra : les installations sanitaires conformes aux prescriptions PGC (pièces établies par le Coordonnateur SPS) et au code du travail, le chauffage, la climatisation et l'éclairage de l'installation.

**1 bungalow pour Vestiaires :**

Il comprendra : armoires fermant à clés, bancs, chauffage et éclairage ainsi que l'entretien pendant toute la durée du chantier.

**1 bungalow pour de réunion :**

Il comprendra : équipés d'électricité, chauffage, armoire, tables et chaises

L'entrepreneur devra la construction, l'entretien et la démolition en fin de chantier, de toutes ces installations.

**- Branchement en eau potable**

L'entreprise devra se rapprocher auprès de la société de distribution des eaux VEOLIA ou Eau de Paris pour faire une demande de branchement provisoire. Le raccordement sur le bâtiment existant sera proscrit. Cette demande devra être faite assez longtemps à l'avance pour ne pas retarder le démarrage effectif des travaux.

L'entreprise devra faire la demande à Eau de Paris pour le puisage et l'installation d'un compteur provisoire. L'entreprise devra les consommations pour l'ensemble du chantier.

**- Benches à gravats et déchets**

L'entrepreneur titulaire de l'installation de chantier devra la mise en place, l'entretien, et la gestion à minima d'1 benne à déchets et d'un bac pour matériaux dangereux et ce tout au long du chantier jusqu'à réception du projet.

**- Stationnement de chantier**

Le stationnement de chantier sera déterminé pendant la période de préparation avec le CSPS et le Maître d'œuvre en accord avec le Maître d'Ouvrage en début de chantier.

**- Panneaux de chantier**

L'entrepreneur du lot n°1 devra :

-La fourniture, la pose et l'entretien des panneaux.

-Le panneau d'information avec indication de la nature des travaux et tous renseignements normalement exigés par le Code de l'Urbanisme et les prescriptions du Permis de Construire ou de la DT (FORMAT A0)

-Le panneau de chantier présentant l'opération avec logos et lettrage d'art du maître d'ouvrage suivant **protocole fourni par le maître d'Ouvrage**, indications d'information sur la nature des travaux, reproduction couleur toute largeur du panneau de la perspective extérieure du bâtiment, les logos et lettrage du Maîtres d'œuvre, bureaux d'études, du bureau de contrôle, du C.S.P.S, enfin la raison sociale des entreprises, leurs adresses et numéros de téléphone, fax et e-mail. Format A0

Le dessin de ces 2 panneaux doit être soumis à l'agrément du maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre et du CSPS ;

Il sera prévu un panneau supplémentaire pour ajout des logos et coordonnées des sous-traitants si demandé par MOE/MOA.

#### **-Nettoyage de la base vie**

Le nettoyage à prévoir de la base vie correspondra à un rythme journalier, ou suivant les recommandations de l'OPPBTP au moment du chantier.

#### **-Clôture de chantier**

Dans un délai de 8 jours à dater de son ordre de service de démarrage de la période de préparation chantier, l'Entrepreneur du lot 01 devra les clôtures de chantier au périmètre des zones de travaux, au début de chaque phase.

Le type et la nature de cette clôture seront soumis à l'agrément de l'architecte. Elle sera de hauteur 2,00 m minimum. Elle résistera au vent et sera équipée d'un pare-vue.

Elle sera équipée de toutes les signalisations et éclairages nécessaires.

Il est précisé qu'en aucun cas le Maître d'ouvrage ne sera tenu responsable des dommages ou dégâts que pourrait subir cette clôture du fait d'auteurs inconnus.

L'entrepreneur du lot n°01 devra également effectuer toutes les adjonctions et modifications d'implantation nécessaires à la sécurité du chantier lors de l'exécution des travaux, suivant les phases. Il devra la maintenir en bon état pendant toute la durée du chantier.

L'ouverture et la fermeture journalière des accès seront également dues par l'entrepreneur du lot 01 et sous sa responsabilité vis à vis du Maître de l'ouvrage. Une boîte à clefs à code sera installée ainsi que cadenas à code tant que nécessaire à la sécurité du chantier.

La clôture sera enlevée en fin de chaque phase de travaux par l'Entrepreneur du lot n°01, sur ordre du Maître d'œuvre et avec accord du CSPS et du Maître d'Ouvrage.

#### **-Contrôle d'accès**

L'accès au bâtiment par le personnel du chantier, fera l'objet d'un contrôle strict d'entrée / sortie du personnel et du matériel. L'ensemble du personnel sera criblé par les services de la Préfecture de Police. En cas d'un refus d'un agent de criblage, l'entreprise sera tenue de fournir un remplaçant.

Le port du badge et de la carte d'identité professionnelle sera obligatoire.

En début de mise en place du contrôle d'accès, l'entreprise établira la liste nominative complète de son personnel devant intervenir sur le site, cette liste servira à l'établissement des badges, (à la charge de chaque entreprise).

Toute personne sans badge et sans carte d'identité professionnelle se verra interdire l'accès au chantier.

Tout personnel d'entreprise récalcitrant ou fraudant sera exclu immédiatement du chantier.

Chaque entreprise devra être reconnaissable sur le chantier par une tenue commune des ouvriers de l'entreprise.

Ces sujétions font partie intégrante du chantier.

#### **-Lutte contre l'incendie**

Pour la lutte contre l'incendie, l'entrepreneur prévoira la fourniture, la mise en place et l'entretien des extincteurs appropriés en nombre suffisant pour l'ensemble du chantier, y compris bureaux de chantier et cantonnements à caler avec le CSPS.

#### **-Raccordement des zones chantier à l'électricité**

L'entreprise devra se rapprocher d'ERDF pour faire une demande de branchement provisoire. Le raccordement sur le bâtiment existant sera proscrit. Cette demande devra être faite assez longtemps à l'avance pour ne pas retarder le démarrage effectif des travaux.

Le lot n°1 doit dans sa prestation l'alimentation électrique de la base vie.

Le lot n°1 devra installer 1 coffret électrique de chantier par zone de travail :

- Façade Ouest
- Façade intérieure Nord et aile Est
- Façade intérieure Est
- Façade intérieure Sud et aile Est

Toutes prestations permettant le branchement opérationnel des coffrets sont dues par le lot : comme les rallonges nécessaires pour la distribution de l'énergie électrique jusqu'aux coffrets de chantier...

-1 éclairage type guirlande led 220v de 25m est à prévoir pour chaque coffret électrique et mis à disposition le temps du chantier.

L'entreprise aura à sa charge la création d'un comptage provisoire nécessaire à la rénovation. La prestation comprendra :

- Le comptage tarif jaune, si besoin, et le disjoncteur général de branchement
- Les câbles de liaison jusqu'en limite de propriété
- Les démarches auprès du distributeur EDF
- Tous les frais liés au branchement provisoire
- Les consommations liées au déroulement du chantier
- L'attestation de conformité de l'installation par un bureau de contrôle indépendant
- Le repli des installations
- L'adaptation à toutes les demandes du CSPS
- L'attestation de conformité

Le présent lot prévoira la mise en œuvre d'un câble d'alimentation pour le TGBT et le tableau général de chantier.

Le tableau général de chantier sera étanche et comprendra essentiellement :

- Un organe de coupure général
- Les départs par disjoncteurs nécessaires aux alimentations des coffrets de chantiers
- Les départs par disjoncteurs nécessaires aux alimentations du cantonnement de chantier.

Les coffrets de chantier comprendront :

- 1 interrupteur différentiel 4 x 40 – 30mA
- 4 prises 10/16 A et 1 prise 3P + T – 20A
- 4 disjoncteurs
- 1 voyant de mise sous tension
- 1 bouton poussoir arrêt d'urgence
- Raccordement sur bornier

Les câbles d'alimentation des coffrets de chantier seront du type H07 RNF de section approprié sous fourreau.

#### **- Eclairage de chantier**

L'entreprise en charge du Lot n°01 prévoira l'éclairage normal et l'éclairage de sécurité des zones de circulation. L'éclairage normal permettra la libre circulation des ouvriers et engins, notamment lors de la période hivernale. L'éclairage des postes de travail sera réalisé directement par l'entreprise concernée. L'éclairage de sécurité sera pris en charge par le Lot n°01 et sera assuré par des blocs autonomes d'éclairage d'évacuation. Il devra être vérifié chaque jour ouvré par une personne désignée par l'entreprise.

#### **- Intempéries**

L'entreprise du Lot n°01 doit tenir à jour et faire viser aux rendez-vous de chantier un tableau sur lequel sont inscrites les intempéries émanant du service météorologique officiel le plus proche du chantier. Un thermomètre enregistreur doit être placé à la charge du Lot n°01 sur le chantier. Les relevés sont consignés dans un cahier ouvert à cet effet et tenu par l'Entrepreneur. Le cumul des jours d'intempéries accepté est noté sur chaque compte-rendu de chantier. Une fois mis hors d'eau, les jours d'intempéries ne sont plus acceptés pour les travaux à exécutés à l'intérieur du bâtiment. Le délai d'exécution est majoré, au cas où la neutralisation des jours d'intempéries serait dépassé, d'autant de jours ouvrés qu'il y aura de jours d'intempéries complémentaires, et à condition que l'entreprise ait effectivement arrêté les travaux.

## 0.8 - DEPASSEMENT DELAI CONTRACTUEL

En cas de dépassement du délai contractuel, les frais de chantier comprenant les installations et les prestations de nettoyage seront dus par l'entreprise défaillante et nommément désigné dans les comptes-rendus du maître d'œuvre.

Il est prévu une semaine entre la date de livraison prévisionnelle et le démontage total des installations de chantier dans le planning DCE.

## 0.9 - RENDEZ VOUS DE CHANTIER – COMPTE RENDU DE CHANTIER

Toute contestation d'une décision prise et enregistrée sur le compte rendu de chantier devra faire l'objet d'une réclamation écrite sous 8 jours.

**La présence aux réunions de chantier hebdomadaires de tous les intervenants convoqués est obligatoire.**

## 0.10 – MODIFICATION DES TRAVAUX

Toute intension de modification de travaux suite à une découverte sur site devra faire l'objet d'un signalement au Maître d'œuvre et d'une validation de sa part. En outre, l'entreprise sera en capacité de chiffrer les travaux supplémentaires nécessaires.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de modifier en cours de chantier, le montant et la nature du marché de l'entrepreneur.

De meme, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de supprimer tout ou une partie d'un corps d'état pour des motifs économiques.

Aucun travail supplémentaire ne sera pris en compte au niveau de la facturation sans accord préalable formel du représentant du Maître d'Ouvrage.

## 0.11 - TRANSPORTS ET LEVAGES

Chaque entreprise devra assurer à ses frais ses transports et levages sur le chantier et fournir les moyens en personnel et en matériel pour assurer ses transports avec tous les moyens nécessaires à l'exécution de ses travaux.

## 0.12 - IMPLANTATION

A partir des axes principaux donnés par la maîtrise d'œuvre :

Chaque entrepreneur devra, à ses frais, réaliser l'implantation de ses ouvrages.

## 0.13 - COMPTE PRORATA

Un compte prorata sera mis en place et géré par le lot 01. Toutes les entreprises devront y participer.

Ne feront pas partie du compte prorata (charges exclusives du lot 01) :

- Panneau de chantier
- Clôture de chantier, portail d'accès chantier, boîte à clefs, cadenas.
- Lieux de stockage et de dépôt des matériels et matériaux
- Voies d'accès chantier, parking chantier
- Voie pompier
- Cantonnements (réfectoire, vestiaires, sanitaires...)
- Salle de réunion
- Mise en place / dépose des alimentations de chantier en eau, électricité, évacuation EU/EV

Feront partie du compte prorata :

- Consommations de chantier en eau, électricité dont éléments de comptage,
- Nettoyages intérieurs et nettoyage des abords (en cas de litige et demandé par la MOE)
- Frais de réparation dont la responsabilité n'est définie pour aucun lot
- Autres dépenses de maintenance et d'entretien des installations communes,
- Entretien des voiries provisoires et remise en état,
- Gestion des bennes / bac de tri
- Ainsi que toutes autres clauses conformes et respectant le C.C.A.P. et le P.G.C.

DIVERS A NOTER :

NOTE 1 : Un dossier photographique sera remis à l'architecte et au Maître d'Ouvrage avant toute intervention pour établir un constat contradictoire de l'état général de la zone de travail. Il sera comparé lors de la réception des travaux.